

SANTÉ EN DANGER, CHANGEONS LA DONNE !

Nous sommes nombreux à le vivre : difficulté à avoir un rendez-vous médical rapide, avec un généraliste, absence de médecin traitant, absence de spécialistes ou délai de consultation à plusieurs mois.

Dans notre région, la situation n'est pas partout identique et les plus grandes agglomérations sont moins touchées mais **partout, la situation se dégrade, l'hôpital est dans une situation catastrophique, et l'accès aux soins est de plus en plus difficile.**

40 ans de numerus clausus ont détruit l'équilibre de notre système de santé, on a formé en moyenne 20% de médecins en moins chaque année, soit un déficit sur l'ensemble de la période de 70 000 médecins, ce qui a asséché la démographie médicale.

Aujourd'hui pour 50 000 médecins de plus de 60 ans il n'y a que 16 000 médecins de moins de 34 ans ! Et ce déficit de professionnels est 2,5 fois plus élevé si on intègre la hausse de la population et son vieillissement. Depuis le début des années 80 la population a augmenté de 20%, et le nombre de plus de 60 ans a doublé comme celui des plus de 75 ans.

Malgré cela, les gouvernements successifs depuis plus de 20 ans ont décidé... de ne rien faire. Il en a été de même depuis l'élection d'E. Macron en 2017, alors que nul ne pouvait ignorer que la pénurie allait s'aggraver mécaniquement d'ici 2030 et perdurer au-delà si aucune mesure d'anticipation n'était prise. Au bout de cette logique mortifère, la décennie actuelle est bien celle de tous les dangers

pour les malades et la décennie suivante, avec un quota de formation rehaussé mais encore tout juste équivalent à celui de 1972 (où il y avait 30 % de population en moins) ...

La situation est encore plus critique s'agissant des dentistes dont le quota de formation est resté inférieur à 1972. C'est d'autant plus dommageable que l'on connaît les effets de la santé bucco-dentaire sur la santé tout court. Si pour les autres professionnels de santé c'est plus contrasté, c'est tout aussi préoccupant.

Mettre en place un grand plan de formation est urgent et primordial, notamment en commençant à former avec les moyens nécessaires tout de suite 15 000 médecins et 1900 chirurgiens-dentistes /an.

Pour cela il faut aussi rendre à l'hôpital les moyens d'assurer le rôle formateur qui est le sien et cesser cette casse du service public qui renvoie les assurés sociaux vers le secteur privé lucratif, ses dépassements d'honoraires. Cette sélection par l'argent, en matière de santé est injustifiable, sauf pour enrichir les actionnaires...

Cette politique de casse de l'hôpital public est un choix politique. Elle a permis de dégager le marché pour ouvrir un espace aux grands groupes de santé privé qui étaient en difficulté pour concurrencer un service public de qualité, c'est une privatisation rampante.

Cela permet à ces grands groupes privés de récupérer, pour verser des dividendes, l'argent de la sécurité sociale, c'est-à-dire l'argent de nos cotisations sociales.

Alors que faire ?

L'agence régionale de santé nous présente un projet régional de santé censé répondre aux besoins du territoire. Dans la réalité, ce plan n'est que la traduction de choix libéraux et d'austérité budgétaire et ne répond pas aux besoins réels des habitants des hauts de France.

Retrouvez nos solutions au dos.

Alors que faire ?

Nous voulons animer une grande action citoyenne pour proposer un projet régional de santé alternatif qui réponde aux besoins réels des citoyens de notre région.

Pour cela, nous lançons une campagne régionale de consultations, de Débats, de luttes sur les besoins de Santé du territoire.

D'ores et déjà, nous avons eu des **premières rencontres avec des professionnels de santé, des militants associatifs, de comité de défense, des patients, des syndicalistes, des élus, des responsables politiques.** Et les idées sont nombreuses pour changer de politique et financer la santé, nous en mettons quelques une en débat :



Développer les **centres de santé publics ou associatifs**, avec des professionnels, salariés et tiers payant.



Créer un **pôle public du médicament.**



Interdire les établissements privés de Santé à but lucratif (rémunérant des actionnaires), développer les coopérations, en particulier, la permanence des soins entre le service public et le privé à but, non lucratif.



Mettre à **contribution sociale les revenus financiers des entreprises** pour financer la sécurité sociale.



Supprimer les exonérations de cotisations patronales et réduire le coût du capital pour les entreprises, en particulier les TPE/PME



Assurer **une sécurisation de l'emploi et des revenus** tout au long de la vie professionnelle au moyen d'une sécurité d'emploi ou de formation



Moduler les cotisations patronales en fonction de leur politique de formation et d'emploi

Vous pouvez rester informé et écrire une contribution au débat en flashant ce QR code avec votre téléphone.



Nous voulons mener cette campagne avec tous les citoyens des Hauts de France professionnel de Santé ou non pour pouvoir enfin mettre l'État devant ses responsabilités.

Nous mettons à disposition un site Internet qui vous permettra de témoigner d'une difficulté d'accès aux soins dans votre territoire, d'écrire une contribution au débat.

Ce site mettra progressivement à votre disposition les indicateurs de santé des Hauts de France, les informations sur les initiatives prises localement dans le cadre de cette campagne et des liens vers d'autres publications.

C'est un ministre communiste Ambroise Croizat qui a créé en 1945, avec de nombreux militants, notre sécurité sociale. Aujourd'hui avec vous, nous voulons **assurer un système de santé répondant aux besoins actuels de la population.**



BAUDE Bernard



DHALLUIN Héloïse



LAYER Marie-Ange



PEN Loïc



Santeendangerhdf.fr

Santé en Danger - HDF

Santé en Danger - HDF

**VOS
CONSEILLERS
RÉGIONAUX**

